



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 31 mars 2025

Faits saillants

- La Suisse, sidérée par les droits de douane américains de 31%, devrait s'employer à négocier
- Les autorités ont actualisé la valeur des avoirs russes gelés en Suisse, à 7,4 Mds CHF
- La Suisse franchit le seuil des 9 millions d'habitants en 2024 sous le seul fait de l'immigration ; le taux de fécondité atteint un plus bas historique de 1,28 enfant par femme

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 03/04	Var. vs 27/03
EUR/CHF	0,9534	+ 0,1 %
USD/CHF	0,8659	- 2,1 %
SMI	12 279	- 4,6 %
Taux 10a	0,458 %	- 19 pb

Taxes douanières américaines

Hausse des droits de douane : L'annonce de droits de douane additionnels de 31 à 32 % par les États-Unis sur les importations helvétiques a sidéré les autorités suisses comme les faïtières patronales, qui espéraient un traitement différencié par rapport aux autres partenaires comparables. Au final, la Suisse se retrouve plus durement frappée que l'Union européenne, à 20 %, et le Royaume-Uni, à 10 %. De son côté, le Liechtenstein s'est vu infliger des droits à hauteur de 37 %. L'administration Trump a indiqué avoir appliqué un taux « réciproque », divisé par 2, sur la base d'un taux de droits de douane théorique de 61 % sur les exportations américaines vers la Suisse, mettant en réalité en relation le fort excédent helvétique sur les échanges de marchandises, 38,6 Mds CHF, et le niveau d'exports, 64,9 Mds CHF, selon les données des Douanes suisses portant sur 2024. Ces taxes additionnelles, si elles venaient effectivement à être appliquées le 9 avril, devraient surtout affecter les secteurs des machines, de l'horlogerie, du luxe et de l'agroalimentaire. L'industrie pharmaceutique et l'or sont à ce stade exemptés. L'impact global pour l'économie suisse, forcément très négatif, reste encore incertain ; le ralentissement global des exportations et la baisse attendue des investissements, en particulier pour les PME, pourraient se solder par une perte de croissance entre 0,5 et 1 point de pourcentage pour la Suisse. La principale crainte à court terme de la Suisse porte sur le risque d'un conflit commercial mondial qui se traduirait par une hausse généralisée des coûts, une réorganisation des chaînes d'approvisionnement et un climat d'incertitude. Dans ce contexte, le franc suisse pourrait reprendre de façon plus marquée sa trajectoire d'appréciation, pesant d'autant plus sur la compétitivité-prix des produits helvétiques.

Réactions des autorités et des faïtières : Le Conseil fédéral a tenu, le 3 avril après-midi, une conférence de presse, exercice réservé aux rares situations de crises, prenant acte des nouvelles mesures tarifaires américaines et regrettant de voir les États-Unis s'écarter davantage du libre-

échange. Les autorités, conscientes de la petitesse de l'économie et de leur dépendance à l'égard des Etats-Unis, ont rejeté l'hypothèse de représailles immédiates. Estimant les taxes basées sur des calculs discutables, le Conseil fédéral entend clarifier la situation avec Washington et a chargé le Département fédéral de l'économie (DEFR) d'entamer des négociations. Les autorités ont également fait part de leur préoccupation de ne pas devoir en plus subir les effets collatéraux d'éventuelles réponses de l'UE, de loin le 1^{er} partenaire commercial, en qualité de « pays tiers ». Le Conseil fédéral, qui sera représenté à Washington lors des assemblées de printemps du FMI-Banque mondiale par la Présidente actuelle, K. Keller Sutter, et le Conseil fédéral à l'Economie, G. Parmelin, espère ainsi pouvoir entamer des négociations auprès des Etats-Unis.

De son côté, Economiesuisse a alerté sur le risque de perte de compétitivité à l'export, un climat d'investissement fragilisé et des effets négatifs sur la croissance. L'industrie technologique, notamment les machines et équipements, craint une perte de parts de marché face à la concurrence européenne, moins taxée. Les entreprises sans site de production aux États-Unis sont particulièrement exposées, à commencer par les PME. Swissmem et Swissmechanic ont d'ores et déjà réclamé des mesures nationales, dont l'élargissement du chômage partiel. A ce stade, l'industrie pharmaceutique reste épargnée, mais les segments chimiques et de diagnostic vont être touchés avec des craintes de délocalisation d'emplois vers les États-Unis (en particulier pour les medtechs).

Guerre en Ukraine

Gel des avoirs russes : Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a actualisé le 1^{er} avril la valeur des avoirs russes gelés en Suisse, à 7,4 Mds CHF, en hausse de 1,6 Md CHF par rapport au dernier montant transmis en avril 2024 (5,8 Mds CHF). Cette progression est imputable selon le SECO à l'identification et au gel d'avoirs supplémentaires. Le SECO a rappelé dans son communiqué avoir gelé l'été dernier à titre « superprovisionnel » (c'est-à-dire avec un seuil de preuve moins élevé que pour une décision ordinaire et sans que les parties aient été entendues au préalable) pour 1,65 Md CHF d'actifs. Depuis, 60 M CHF ont été libérés à l'issue d'un examen approfondi. A ces avoirs gelés s'ajoutent un total de 14 biens immobiliers gelés (chiffre en baisse de 3 unités) dans 6 cantons, ainsi que des voitures de luxe, des avions, des œuvres d'art et du mobilier appartenant à des personnes physiques ou morales. Enfin, les réserves et actifs de la Banque centrale de Russie détenus en Suisse et immobilisés depuis le 25 mars 2022 s'élèvent à 7,45 Mds CHF selon le taux de change actuel.

Macroéconomie

Démographie : La population résidente permanente de la Suisse a crû de +1,0 % en 2024, pour atteindre 9 048 900 personnes, selon les résultats provisoires de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Cette croissance provient quasi-exclusivement des habitants de nationalité étrangère, dont le nombre a crû de +2,6 %, et qui représentent désormais 27,4 % de la population suisse. Le rythme de hausse de la population a décéléré par rapport à 2023 (croissance de +1,7 %), année record en termes de solde migratoire (-19,1 % d'immigration entre 2023 et 2024). La population a augmenté dans tous les cantons, le canton de Schaffhouse enregistrant la hausse la plus importante (+1,8 %), suivi par Fribourg et le Valais (+1,5 %). En parallèle, le taux de fécondité des Suissesses a reculé pour la 3^{ème} année consécutive, atteignant un plus bas historique de 1,28 enfant par femme. Le nombre de décès est resté stable et l'espérance de vie a continué de progresser. La population a ainsi franchi le seuil des 9 millions, malgré un recul des naissances, dans un contexte de craintes face à l'immigration.

Marché des changes : Le franc suisse, perçu comme une valeur refuge, s'est renforcé de +1,8 % suite à l'annonce des taxes douanières américaines. Ce renforcement risque de réduire de manière significative les pressions inflationnistes, dans un contexte où la Banque nationale suisse (BNS) a abaissé son taux directeur de 25 points de base le 20 mars, l'amenant à 0,25 %, et n'exclut pas l'idée de l'abaisser à nouveau. En parallèle, la BNS a acheté pour 103 M CHF de devises au 4^e trimestre 2024 afin d'affaiblir le franc, atteignant 1,2 Md CHF de rachats sur l'année écoulée.

Inflation : Le taux d'inflation en glissement annuel est resté stable en mars, s'affichant à +0,3 % tout comme en février, au niveau le plus bas depuis avril 2021. Par rapport au mois précédent, l'indice des prix à la consommation (IPC) est également resté stable, différentes tendances de hausse et de baisse des prix se compensant dans l'ensemble. L'inflation sous-jacente (hors produits frais, énergie et carburants) s'est inscrite à +0,9 % sur un an, le même niveau depuis trois mois consécutifs. Les nouveaux droits de douane annoncés par D. Trump pourraient faire baisser l'inflation en Suisse, en raison de leur impact sur l'économie et de la probable appréciation du franc.

Marché du travail : En mars, le taux de chômage au sens du SECO s'est maintenu à 2,9 %, son niveau de février. Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 132 569 chômeurs inscrits à la fin du mois dernier, soit une baisse de -2,1 % par rapport à février. Sur un an toutefois, le nombre d'inscrits a progressé de +22,1 %, reflet des difficultés croissantes de l'économie dans plusieurs segments clefs, en particulier industriels.

Négociations UE-Suisse : L'Union européenne et la Suisse ont paraphé, ce 2 avril à Bruxelles, un accord qui réintègre la Suisse dans six programmes européens, en lien avec la recherche (Horizon Europe), la mobilité étudiante (Erasmus+), le nucléaire (Euratom et ITER), le numérique (Digital Europe) et la santé (EU4Health). La Suisse peut ainsi à nouveau participer à l'ensemble des programmes auxquels elle était associée avant la rupture des négociations bilatérales – de son seul fait – de 2021. L'accord devrait être signé par le Conseil fédéral au plus tard en novembre. Bien qu'il ne soit pleinement effectif qu'après la ratification du paquet d'accords global, la Suisse peut d'ores et déjà participé de façon anticipée à certains programmes dès cette année.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.